

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2026

DROIT À L'AIDE À MOURIR - (N° 2401)

Retiré

N° AS342

AMENDEMENT

présenté par

M. Renault, M. Bentz, Mme Mélin, M. Frappé, M. Muller, Mme Loir, Mme Bamana, Mme Pollet,
M. Odoul, Mme Hamelet et M. Casterman

ARTICLE 6

I. – Après l'alinéa 15, insérer les trois alinéas suivants :

« IV *bis*. – À l'issue du délai mentionné au IV, la personne qui maintient sa demande établit une déclaration écrite d'aide à mourir, signée de sa main, mentionnant l'identité de chacune des personnes composant le collège pluriprofessionnel mentionné au II.

« Cette déclaration est reçue et authentifiée par un notaire, qui vérifie l'identité de la personne et s'assure, au regard des éléments produits et de l'entretien, de l'absence de contrainte ou de pression manifeste.

« La déclaration est valable pour une durée de trois mois à compter de son authentification. À l'expiration de ce délai, toute nouvelle mise en œuvre suppose l'établissement d'une nouvelle déclaration dans les mêmes formes. »

II. – En conséquence, à l'alinéa 16, substituer aux mots :

« sa volonté »

les mots :

« et authentifié sa volonté au moyen du document mentionné au IV *bis* ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement, inspiré de la *Sterbeverfügung* autrichienne (littéralement « déclaration de fin de vie »), vise à introduire une étape autonome et non médicale de confirmation solennelle de la volonté, avec contrôle d'identité et de l'absence de contrainte, et durée de validité limitée.